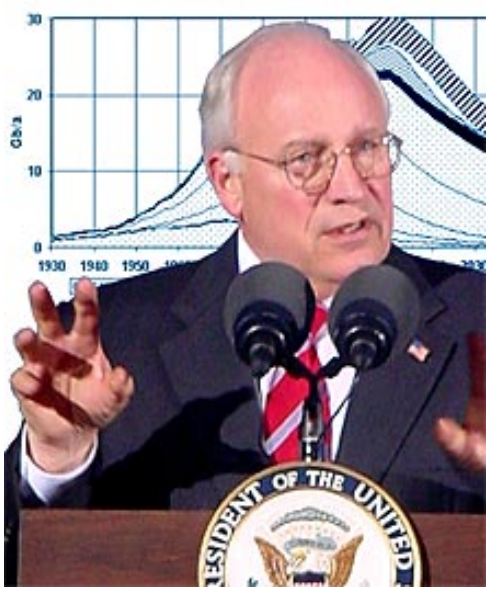
Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

10 mars 2005
N°283 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

STRATÉGIE

Dick Cheney, le pic pétrolier et le compte à rebours final



Dans un discours prononcé en qualité de PDG de l'équipementier pétrolier Halliburton, deux ans avant d'accéder à la vice-présidence des Etats-Unis, Dick Cheney révélait le fond de sa pensée en matière de politique énergétique. Selon lui, malgré la découverte de nouveaux gisements et de nouvelles techniques d'exploitation, la production mondiale de pétrole est sur le point de devenir inférieure à la demande. Dès lors, la conquête des régions pétrolifères du Golfe arabo-persique devient un objectif stratégique des États-Unis. Analysant ces propos, le professeur Kjell Aleklett, de l'université d'Uppsala, précise l'ampleur de la crise énergétique.

page 2

Loué soit le « nouveau » Bush !

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

On observe un net réchauffement de l'attitude de la presse à l'égard de la Maison-Blanche depuis que l'administration Bush est passée à la « guerre à la tyrannie ». Honni officiellement par la presse conformiste pour la Guerre en Irak, George W. Bush est aujourd'hui revenu en grâce. Le caractère mobilisateur de la guerre au terrorisme a fait long feu et ceux-là même qui nous l'avaient vendue prétendent nous faire désormais accepter la « démocratisation ».

page 9

REPÈRE : 10 MARS 1945

Tempête de feu sur Tokyo

Très tôt dans la matinée du 10 mars 1945, plus de 300 bombardiers décollent des bases avancées de l'armée US pour l'opération *Cherry Flower*. Il s'agit de la première série d'une campagne de bombardements du Japon, destinée non pas à détruire des infrastructures militaires mais à terroriser la population et amener l'empereur à cesser la guerre avant que les troupes US atteignent l'archipel. À 5h du matin, alors que tout le monde dort encore, plus de 2 000 tonnes de bombes incendiaires et au napalm s'abattent sur Tokyo. L'aviation cible spécifiquement les denses quartiers résidentiels à l'est de la ville, près de la rivière Sumida. L'incendie des milliers de maisons en bois dégage des gaz incandescents et provoque un ouragan de feu qui engloutit la ville en quelques minutes. L'eau de la rivière se met à bouillir, cuisant vifs les rescapés qui s'y jettent pour échapper aux flammes tandis que plus de 100 000 civils meurent asphyxiés dans les rues et caves. Le soir du 10 mars, deux millions de personnes sans abri sont à nouveau attaquées dans les ruines fumantes, par une nouvelle vague de bombardements, faisant 40 000 morts supplémentaires. ■

LE SCÉNARIO DE LA CAPTURE DE SADDAM HUSSEIN ÉTAIT PURE PROPAGANDE

Selon l'ancien sergent de l'armée états-unienne Nadim Abou Rabeh, d'origine libanaise, cité par le quotidien saoudien *al-Medina* du 9 mars 2005, Saddam Hussein a en réalité été capturé le vendredi 12 décembre 2003, et non pas le lendemain comme l'a prétendu le Pentagone. De plus, le récit officiel de sa capture serait une pure fiction.

« J'étais dans une unité de 20 hommes, dont huit d'origine arabe, qui a cherché Saddam pendant trois jours dans la zone de Dour près de Tikrit, et nous l'avons trouvé dans une modeste demeure d'un petit village, et non pas dans un trou comme il a été annoncé. Nous l'avons capturé après un combat acharné durant lequel un Marine d'origine soudanaise a été tué. », affirme Abou Rabeh, ajoutant que Saddam s'était lui même défendu, avant de se rendre.

« Ensuite, une équipe de tournage militaire a mis en scène le film de la capture de Saddam dans le trou, qui était en fait un puits abandonné », conclut-il. ■

Stratégie

Dick Cheney, le pic pétrolier et le compte à rebours final

Dans un discours prononcé en qualité de PDG de l'équipementier pétrolier Halliburton, deux ans avant d'accéder à la vice-présidence des Etats-Unis, Dick Cheney révélait le fond de sa pensée en matière de politique énergétique. Selon lui, malgré la découverte de nouveaux gisements et de nouvelles techniques d'exploitation, la production mondiale de pétrole est sur le point de devenir inférieure à la demande. Dès lors, la conquête des régions pétrolifères du Golfe arabo-persique devient un objectif stratégique des États-Unis. Analysant ces propos, le professeur Kjell Aleklett, de l'université d'Uppsala, précise l'ampleur de la crise énergétique.

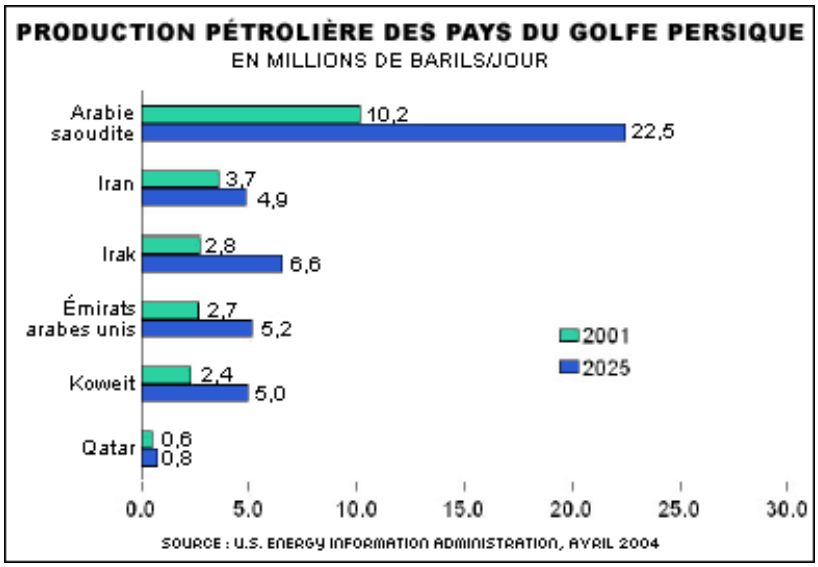
Dans l'édition d'avril 2004 du magazine *The Middle East* j'ai trouvé une déclaration du vice-président Dick Cheney extraite d'un discours au repas d'automne du London Institute of Petroleum en 1999, alors qu'il était président de la société Halliburton. Un passage essentiel de son allocution était *« Cela signifie qu'à l'horizon 2010 nous aurons besoin de quelque chose de l'ordre de*

cinquante millions de barils par jour supplémentaires. »

Cela suggérait qu'il était parfaitement au courant du problème du pic mondial de la production pétrolière. Une transcription complète de la discussion avait été publiée sur le site Internet de l'Institute of Petroleum, mais a depuis été retirée (www.petroleum.co.uk/speeches.htm). Néanmoins, des recherches plus poussées ont permis de retrouver une version imprimée, datée du 24 août 2000, comme suit :

Dick Cheney : *« Manifestement, en ce qui concerne l'industrie pétrolière - et je parlerai un peu plus tard du gaz - depuis plus d'une centaine d'années, en tant qu'industrie, nous avons dû nous préoccuper de l'épineux problème du fait que lorsqu'on trouve du pétrole et qu'on l'extrait du sol il faut sans cesse bouger et en trouver davantage, sans quoi on met la clé sous la porte.* ***Produire du pétrole est sans aucun doute une activité qui se vide de son contenu.*** *Chaque année il faut trouver et développer des réserves égales à votre production simplement pour rester à flot, pour rester à l'équilibre. Cela se vérifie autant pour les compagnies que, dans un sens plus large économiquement, pour le monde. Une compagnie nouvellement fusionnée comme Exxon-Mobil devra sécuriser plus d'un milliard et demi de barils de réserves d'équivalent pétrole chaque année, simplement pour remplacer la production existante. C'est comme faire 100 % de profit ; découvrir un autre gisement important de quelques cinq cent millions de barils équivalent de réserves tous les quatre mois ou trouver deux Hibernias [Ndt. Il s'agit d'un gisement d'une capacité d'environ sept cent millions de barils] chaque année.* ***Pour le monde dans son ensemble, les compagnies pétrolières doivent théoriquement continuer à découvrir et développer suffisamment de pétrole pour compenser nos plus de soixante et onze millions de barils quotidiens de diminution de réserves, mais aussi pour répondre à la demande supplémentaire [1]. D'après certaines estimations nous connaîtrons une augmentation moyenne annuelle de 2% de la demande globale dans les années à venir, parallèlement aux 3% de déclin de la production des réserves existantes, selon des chiffres optimistes. Cela signifie qu'en 2010, il nous faudra quelque chose de l'ordre de cinquante millions de barils supplémentaires par jour.*** *Alors d'où viendra ce pétrole ? Les gouvernements et compagnies pétrolières nationales contrôlent visiblement environ 90% des biens.* ***Le pétrole reste fondamentalement une affaire de gouvernement.*** *Si de nombreuses régions du monde offrent des opportunités exceptionnelles dans le domaine du pétrole, le Proche-Orient, avec deux tiers des réserves mondiales de pétrole et des coûts moindres, est l'endroit où à terme se trouve le gros lot, et même si les compagnies sont pressées d'avoir un meilleur accès à la région, les progrès demeurent faibles. [Passages mis en gras par l'auteur] ».*

Pour comprendre l'ampleur du problème que Dick Cheney met en lumière, nous pouvons comparer les « cinquante millions de barils par jour » avec la production totale en provenance des six pays bordant le Golfe arabo-persique (Arabie saoudite, Iran, Irak, Émirats arabes unis, Koweït et Qatar), qui en 2001 ont produit 22,4 millions de barils par jour (selon l'Energy Information Administration).



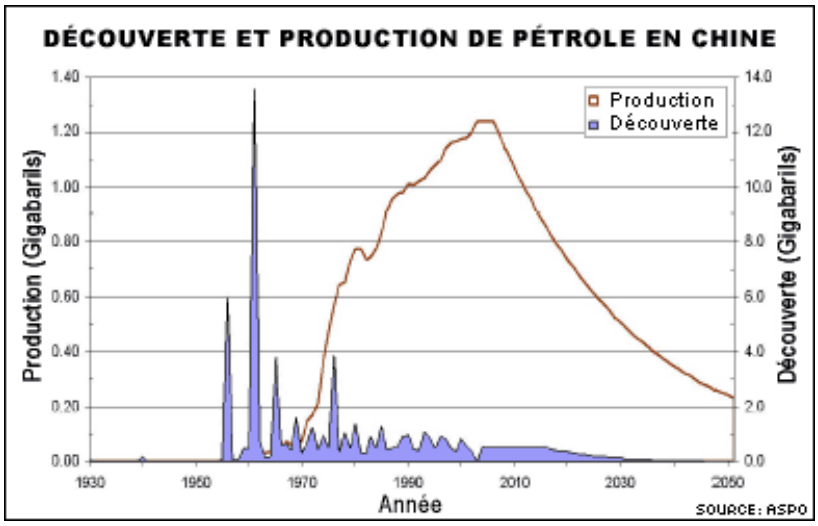
Harry J. Longwell, directeur et vice-président exécutif d'Exxon-Mobil, a ultérieurement confirmé ce chiffre (World Energy, Vol 5, N°3, 2002) : *« Le hic, c'est que pendant que la demande augmente, la production existante décline. Pour donner un chiffre, nous estimons qu'environ la moitié du volume quotidien nécessaire pour répondre à la demande projetée n'est pas en production aujourd'hui - voilà le défi auquel sont confrontés les producteurs. »*

Jon Thompson, président de la branche exploration d'Exxon-Mobil, a également confirmé le fait que le monde a besoin de ce pétrole supplémentaire. En 2003, il a déclaré aux actionnaires qu'*« en d'autres termes, à l'horizon 2015, nous devrons trouver, développer et produire un volume supplémentaire de pétrole et de gaz équivalent à huit barils sur les dix barils produits aujourd'hui. »* En 2001, la consommation était de 77,1 millions de barils par jour (Energy Information Administration) ; 80% de cela représente donc plus de 60 millions de barils par jour.

La question suivante consiste à se demander où l'industrie pétrolière peut trouver cette énorme quantité de pétrole supplémentaire. Revenons au discours de Dick Cheney : *« Il est vrai que la technologie, la privatisation et l'ouverture de nombreux pays ont suscité beaucoup de nouvelles opportunités dans différentes régions du monde pour les différentes compagnies pétrolières, mais si l'on regarde le début des années 90, on s'attendait à ce qu'une partie significative des nouvelles ressources mondiales provienne de régions comme l'ancienne Union soviétique et la Chine. Bien entendu cela ne s'est pas vraiment concrétisé comme on s'y attendait. »*

Puisque la demande en provenance de Chine est décrite comme l'une des raisons de l'augmentation du prix du pétrole brut, le Uppsala Hydrocarbon Depletion Study Group (UHDSG) modélise la production de la Chine comme montré dans le graphique ci-dessous. Malgré les rapports contradictoires, nous pensons que le meilleur chiffre pour les réserves restantes en 2003 était 25,7 milliards de barils [Ndt. Il faut environ 11 jours pour que le monde consomme un milliard de barils.]. Le pic de découvertes se situe en 1960 et 73 % du pétrole découvert était en gisement géant. Les faits suggèrent que la production de la Chine a atteint son pic l'année passée et que son taux de diminution est de 3,7%

par an. Avec une demande domestique qui explose, Cheney a raison de ne pas attendre d'exportations en provenance de Chine.



Il n'y a aucun doute sur l'endroit où Dick Cheney pense que le pétrole peut être trouvé : *« Si de nombreuses régions du monde offrent des opportunités exceptionnelles dans le domaine du pétrole, le Proche-Orient, avec deux tiers des réserves mondiales de pétrole et des coûts moindres, est l'endroit où à terme se trouve le gros lot... ».*

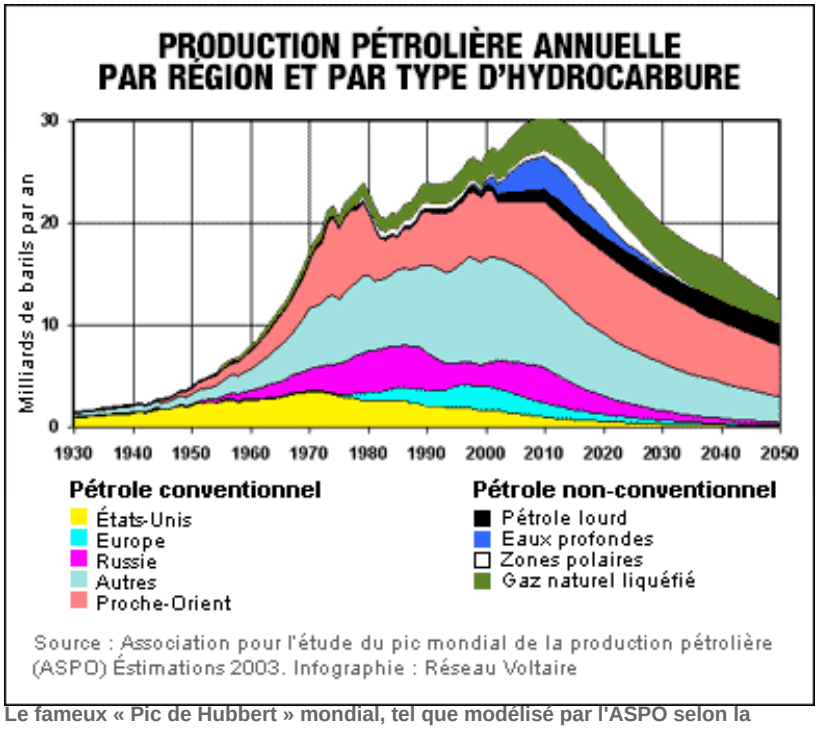
À ce moment Dick Cheney n'avait pas chiffré les attentes concernant la région. Il fut ultérieurement nommé directeur du National Energy Policy Development Group, et un premier chiffre fut donné. Le rapport fut remis au président Bush en mai 2001 et inclut la déclaration suivante de Dick Cheney : *« Comme vous nous en avez donné l'instruction lors de l'installation de cette administration, nous avons élaboré une politique énergétique nationale destinée à rassembler les entreprises, le gouvernement, les collectivités locales et les citoyens pour promouvoir une énergie pour l'avenir qui soit fiable, abordable et respectueuse de l'environnement. »*

Dans le chapitre 8 du rapport National Energy Policy, un indice est donné sur les véritables chiffres de production attendue en provenance du Proche-Orient :*« En 2020, nous projetons que les producteurs du Golfe fourniront entre 54 et 67% du pétrole mondial. Ainsi, l'économie mondiale continuera presque certainement à dépendre de l'approvisionnement des pays membres de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole), particulièrement ceux du Golfe. Cette région demeurera vitale pour les intérêts U.S.. ».*

En 2001, les pays du Golfe ont produit 29 % du pétrole mondial, et l'Energy Information Administration a désormais établi des projections jusqu'en 2025. La somme des estimations en Figure 2 pour les producteurs du Golfe est de 45 Mb/j (Millions de barils par jour), ce qui implique une augmentation de 100 %. Mahmoud M. Abdul Baqi et Nansen G. Saleri de Saudi Aramco ont donné un séminaire du CSIS, à Washington en février 2004. Ils ont discuté de la capacité de production future de Saudi Aramco et ont indiqué que l'objectif est d'atteindre une capacité de production future de 10 Mb/j. Ils ont ajouté qu'il sera peut-être possible de l'augmenter à 12 millions de barils par jour pour répondre à une augmentation de la demande mondiale, mais cela reste très en-

deçà des 22 Mb/j escomptés par Cheney. Même en assumant que le pays a la capacité physique de la faire, il est difficile d'envisager pourquoi Saudi Aramco augmenterait sa production pour atteindre 22 Mb/j et accélérer ainsi l'épuisement de la seule ressource dont dispose le pays.

La figure 4 provient de « Pic et déclin de la production mondiale de pétrole et de gaz », par Aleklett et Campbell dans Minerals & Energy (2003 ; 18 : 5-20). Comme il est montré dans le graphique, nous estimons que le pic de la production de pétrole interviendra aux environs de l'année 2010. L'une des raisons est que nous ne croyons pas que la production des États du Golfe puisse atteindre 45 Mb/j.



Le fameux « Pic de Hubbert » mondial, tel que modélisé par l'ASPO selon la technique d'estimation développée par le géologue Marion King Hubbert dans les années 50. En ce qui concerne le pétrole conventionnel (limite supérieure de la partie orangée), nous sommes actuellement sur un plateau, qui se manifeste par une importante fluctuation des prix liée à l'incertitude de l'offre à venir face à la demande toujours croissante.

En résumé, ces trois étapes, en commençant par le discours de Dick Cheney, nous amènent au pic pétrolier. Dick Cheney : *« La fin de l'ère du pétrole n'est pas encore arrivée, mais les changements sont imminents et l'industrie doit être prête à s'adapter au nouveau siècle et aux transformations qui nous attendent. »*. L'année 2010 se rapproche et nous y serons bientôt. C'est le compte à rebours final jusqu'au pic pétrolier.

Le pétrole et la guerre

Dick Cheney à Londres en 1999 : *« Le pétrole est unique en ce qu'il est tellement stratégique par sa nature même. Il ne s'agit pas ici de savon ou de vêtements de loisir. L'énergie est réellement fondamentale pour l'économie mondiale. La Guerre du Golfe était un reflet de cette réalité. »*

Qu'en est-il de la guerre d'Irak ?

Autres déclarations de Dick Cheney lors de son discours à l'Institut du pétrole

Le discours de Dick Cheney est également intéressant par d'autres aspects. D'abord nous y trouvons sa propre opinion sur lui-même : « *On me demande souvent pourquoi j'ai quitté la politique et rejoint Halliburton, alors j'explique que j'ai atteint un point où j'étais dans un état d'esprit agressif, irritable et intolérant vis-à-vis de ceux qui n'étaient pas d'accord avec moi, alors ils me disent " Punaise, tu ferais un très bon PDG " ».*

Beaucoup sont choqués par le fait que Shell avait manipulé ses chiffres de réserves, mais Cheney comprenait la pression endurée par Shell : *« (...) bouger et en trouver davantage ou mettre la clé sous la porte. »*, ce qui laisse entrevoir l'importance des réserves. Un an avant l'élection présidentielle aux États-Unis, Dick Cheney estimait que l'industrie pétrolière devait avoir davantage de pouvoir à Washington. Aujourd'hui nous connaissons le résultat : *« Le pétrole est la seule industrie dont la pouvoir d'action n'a pas été si efficace dans la sphère politique. Le textile, l'électronique et l'agriculture semblent souvent avoir plus d'influence. Nos rangs ne sont pas uniquement constitués de pétroliers de Louisiane ou du Texas, mais aussi de développeurs de logiciels du Massachusetts et particulièrement de producteurs d'acier en Pennsylvanie. Je suis frappé par le fait que cette industrie est si forte techniquement et financièrement, mais pas aussi efficace ou influente politiquement par rapport à des industries souvent plus petites. Nous devons gagner en crédibilité pour faire entendre nos vues. »*

BP a connu des difficultés pour remplacer sa production avec de nouvelles réserves, alors à la place elle a acheté des réserves russes. Cheney a également discuté cette approche : *« Les compagnies qui éprouvent des difficultés à créer des secteurs fondamentaux par l'exploration se tournent vers des contrats de production par lesquels ils exploitent des réserves déjà connues, mais là où le pays n'a pas le capital ni la technologie pour les développer. Dans les contrats de production, il y a moins de risque, mais avoir affaire aux risques politiques à ciel ouvert, ainsi que les risques commerciaux et environnementaux est un défi de plus en plus important. Ces risques incluent les soulèvements populaires, les voies de transport, les problèmes de syndicalisme, les cadres fiscaux et parfois même les sanctions économiques imposées par les États-Unis. ».*

À la fin de ce paragraphe il se plaint de l'existence de *« sanctions imposées par les États-Unis »*. Est-ce une surprise que les sanctions contre la Lybie aient été levées ?

Le texte complet du discours de Dick Cheney à l'Institute of Petroleum Autumn lunch, en 1999, est un document très important et j'espère que l'Institut du Pétrole le mettra de nouveau à la disposition de tous ceux qui souhaitent le lire. En attendant, une copie est disponible sur demande : aleklett@tsl.uu.se.

Kjell Aleklett

Président de l'Association pour l'étude du pic mondial de la production pétrolière (ASPO, Association for the Study of Peak Oil, http://www.peakoil.net) et professeur de physique nucléaire à l'université d'Uppsala (Suède).

Voir également le texte du protocole d'Uppsala, rédigé par Kjell Aleklett et Colin Campbell, dans notre bibliothèque électronique.

Pour télécharger le texte original de cet article en Anglais (Format Adobe Acrobat, *.pdf), cliquez ici.

Références :

- « Is the world running out of oil ? » *The Middle East*, Avril 2004, N°344.
- Le texte complet du discours de Dick Cheney à l'Institute of Petroleum Autumn lunch, 1999, était disponible sur http://www.petroleum.co.uk/speeches.htm, le 24/08/2004.
- « The Future of the Oil and Gas Industry : Past Approaches, New Challenges », par Harry J. Longwell, *World Energy*, Vol5 N°3, 2002.
- « A revolutionnary transformation », par Jon Thompson, *The Lamp*, Vol. 85 N°1, 2003.
- Uppsala Hydrocarbon Depletion Study Group, Université d'Uppsala, Suède.
- « International Energy Outlook 2004 », par Guy Catuso, 19 avril 2004.
- « Fifty-year Crude Oil Supply Scenarios : Saudi Aramco's Perspective », par Abdul Baqi et N.G. Saleri, Future of Global Oil Supply : Saudi Arabia, Center for Strategis and International Studies (CSIS), 24 février 2004.
- « The Peak and Decline of World Oil and Gas Production », par K. Aleklett et C.J. Campbell, *Minerals & Energy*, 2003 ; 18:5-20.

---

[1] *Note du traducteur : aujourd'hui, en 2005, le monde consomme environ 85 millions de barils par jour. Il faut donc un peu moins de douze jours pour consommer un milliard de barils.*

FOCUS

Loué soit le « nouveau » Bush !

Analyse

Dans une interview au *Figaro Magazine*, le théoricien de la « *Fin de l'Histoire* », Francis Fukuyama, expose sa conception de la politique étrangère de l'administration Bush. Selon lui, le problème des États-Unis en Irak est principalement de ne pas avoir une tradition de « construction d'État » comme la France et le Royaume-Uni. Il s'agit là d'une façon élégante d'expliquer qu'une part des difficultés rencontrées par Washington tient à son manque d'expérience dans le domaine colonial. Se présentant comme proche de Paul Wolfowitz et de Condoleezza Rice, il estime que Colin Powell a fait un travail déplorable dans l'explication de l'action des États-Unis. Il aurait dû indiquer que l'Irak était la dernière aventure militaire et que désormais le remodelage du Proche-Orient passerait par d'autres moyens.

Il est vrai que l'utilisation de méthodes non-militaires assure un écho médiatique positif à ces opérations. On observe un net réchauffement de l'attitude de la presse à l'égard de la Maison-Blanche depuis que l'administration Bush est passée à la « guerre à la tyrannie ». Honni officiellement par la presse conformiste pour la Guerre en Irak, George W. Bush est aujourd'hui revenu en grâce avec l'adaptation de sa stratégie de remodelage du Proche-Orient. En effet, cette stratégie étant aujourd'hui conduite au nom de la démocratie, elle se pare de toutes les vertus aux yeux des commentateurs. À la suite de la presse états-unienne, et plus spécialement du *New York Times*, le quotidien des élites françaises, *Le Monde*, s'interrogeait en Une hier « *Le Proche-Orient bouge : Faut-il remercier Bush ?* ». Le reste de la presse française a largement suivi ce mouvement. Le caractère mobilisateur de la guerre au terrorisme a fait long feu et ceux-là même qui nous l'avaient vendue aux cris de « *Nous sommes tous Américains* » prétendent nous faire désormais accepter la « guerre à la tyrannie » comme une grande avancée.

Les centaines de milliers de morts d'Irak sont passés par pertes et profits et on s'extasie aujourd'hui sur ce qu'on veut nous vendre comme « la révolution libanaise » selon un modèle qui a fait ses preuves en Ukraine. Mieux encore, ce « printemps arabe » est présenté comme une conséquence de la Guerre d'Irak et par conséquent son existence légitimerait cette guerre a posteriori. Ainsi, qu'importe que le prétexte des armes de destruction massive n'ait plus aucune validité puisque la justification démocratique, construite après le déclenchement du conflit s'y substitue. Cette nouvelle stratégie sert même à justifier les abus de la guerre au terrorisme dénoncés par les opinions publiques. Dans son discours du 8 mars George W. Bush a tenté de démontrer la filiation qu'il y aurait entre guerre au terrorisme et « guerre à la tyrannie ». C'est parce que la population n'aurait plus peur du terrorisme qu'elle oserait se soulever.
Laurent Murawiec, de la Rand Corporation, se réjouit de ce renouveau de l'alignement atlantiste, mais expose les visées néoconservatrices dans un langage plus crus que les « nouveaux » thuriféraires de l'action de Washington. Dans *Le Figaro*, il affirme que les développements dans le monde arabe ne sont que le début du programme mis en œuvre et se tourne déjà vers l'Iran et l'Arabie saoudite.
La représentante démocrate de Californie, Jane Harman, affirme dans le *Jerusalem Post* que la démocratisation du monde arabe est à mettre à l'actif de George W. Bush et de sa guerre contre l'Irak. Toutefois, plus encore, cette évolution serait la conséquence d'un réchauffement des relations israélo-palestiniennes après la mort d'Arafat. Les États arabes auraient refusé de se réformer tant que la question palestinienne n'est pas réglée, mais aujourd'hui cette excuse ne tient plus. Ainsi, d'après l'auteur, le mouvement de réforme actuel valide non seulement le conflit irakien, mais également la politique d'ostracisme contre Yasser Arafat, à nouveau présenté comme seul obstacle à la paix.

Pour beaucoup des « nouveaux » fans de George W. Bush, la démocratisation du monde arabe doit se poursuivre et elle passe aujourd'hui par le Liban. Collègue républicain de Jane Harman, le représentant californien, Darrell Issa, s'enthousiasme pour la « révolution du cèdre », pendant proche-oriental de la révolution orange, et appelle les États-Unis, et la France, à soutenir les manifestants anti-syriens. Capitalisant sur le travail réalisé en amont par les responsables de *think tanks* néo-conservateurs et d'éditorialistes, il accuse implicitement la Syrie d'être responsable de la mort de Rafic Hariri.
Walid Phares, l'un des responsables de cette perception d'une Syrie coupable, via l'US Committee for a Free Lebanon, se projette pour sa part déjà dans l'avenir. Dans le *Washington Times*, il expose les intérêts qu'auraient les États-Unis à contrôler le Liban pour les opérations ultérieures de la « démocratisation ». Selon lui, le Liban, compte tenu de son rayonnement intellectuel et de sa place dans l'économie de la région, est l'endroit rêvé pour former les futurs dirigeants des pays « démocratisés ». Il est également la base idéale d'où partir pour étendre l'influence états-unienne.

Le sénateur du Kansas Sam Brownback et Richard E. Stearns, président du bureau états-unien de l'ONG World Vision, dénoncent l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) dans le *Washington Times*. Cette organisation est un groupe de fanatiques d'inspiration chrétienne combattant le président Museveni dans le

Nord de l'Ouganda et responsable de nombreuses atrocités. MM. Brownback et Streans condamnent, à juste titre, les enlèvements d'enfants dont cette secte se rend coupable et appellent à des sanctions contre elle. Toutefois, cette attaque soudaine contre ce groupe n'est sans doute pas dénuée d'arrière-pensées. En effet, la LRA serait soutenue par le Soudan en échange d'une aide contre la rébellion du Sud et M. Brownback est le sénateur ayant déposé au Congrès états-unien le texte de loi présentant les massacres au Darfour comme un génocide. Cette dénomination n'ayant pas suffit à faire attaquer le Soudan, on peut se demander si M. Brownbvack ne cherche pas un nouveau prétexte. Dans leur texte, les auteurs ne disent ainsi rien de l'action contre la LRA entreprise par la Cour criminelle internationale (CCI) à la demande du président Museveni. En outre cette affaire rappellent que, si Khartoum a pu s'associer avec la LRA, c'est que le facteur ethnico-religieux, mis en avant pour expliquer les crises au Soudan, ne permet pas réellement de les décrire. Le contrôle des ressources est une des raisons essentielles de ces conflits et également de l'opposition de Washington et Khartoum.

Enfin, le ministre rwandais des Affaires étrangères, Charles Murigande, dénonce l'action des milices rwandaises opérant contre les forces du gouvernement de Kigali depuis l'Est du Congo dans une interview à *Die Tageszeitung*. Selon lui, l'armée congolaise est au minimum complice compte tenu de sa passivité face à ces groupes. Il appelle la communauté internationale à intervenir ou menace implicitement de renvoyer des troupes rwandaises dans le territoire de son riche voisin. Depuis 1996, les conflits au Congo ont fait plus de trois millions de victimes.

Réseau Voltaire

Francis Fukuyama

Francis Fukuyama est professeur d'économie politique internationale à la School of Advanced International Studies de la Johns Hopkins University. Il est l'auteur de *La fin de l'histoire* et, plus récemment, de *Our Posthuman Future*. IL est administrateur de la

« L'État est une drogue dure. Même aux Etats-Unis »

Source : Le Figaro Magazine
Référence : « L'État est une drogue dure. Même aux Etats-Unis », par Francis Fukuyama, *Le Figaro Magazine*, 5 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Après la chute du mur de Berlin, nous avons connu, je le maintiens, la fin des idéologies. Et je crois que l'État, même s'il n'est pas, ou pas encore, une réalité partout, s'impose depuis comme la forme même de la vie politique. Les pays en voie de développement découvrent que partout l'État est indispensable à la modernisation et que les problèmes surviennent quand il est défaillant. Dans le monde développé, le statut étatique est une donnée.
Les Américains ont une tradition antiétatique, même si elle est essentiellement rhétorique et ne doit pas être exagérée. Cela est un problème dans leur reconstruction de l'Irak. Contrairement à la France et à la Grande Bretagne, ils

National Endowment for Democracy et ancien administrateur de la Rand Corporation. Il a été expert au département d'État.

n'ont pas une grande expérience de la construction d'État, une pratique dont l'Inde reste un modèle. Si les Américains se sont montrés plus confiants dans l'universalisme démocratique, c'est que sans doute, dès le début, ce principe animait leur idée de la république. L'une de mes critiques à l'égard des néo-conservateurs est qu'ils ont considérablement surestimé la capacité américaine à promouvoir la démocratie. Je crois à son expansion à long terme, mais je ne crois pas qu'on peut changer le monde par la seule force. L'usage de la puissance américaine sans discernement a en outre provoqué un grand ressentiment contre l'administration Bush.

Les néo-conservateurs ont cru que la chute de Saddam Hussein en Irak ressemblerait à celle de Ceaucescu en Roumanie, ils n'ont pas compris la place du parti Ba'as dans le pays. En fait, nous n'avons pas tiré les bonnes leçons de l'Europe de l'Est. Le totalitarisme, c'est aussi des structures, il ne suffit pas d'éradiquer l'idéologie pour obtenir une transition pacifique. Ils n'ont pas vu en outre que si la construction d'un État était déjà une tâche ardue, la construction d'une nation ne pouvait pas venir de l'extérieur. En Irak, la grande faute de l'administration Bush est précisément d'avoir présumé qu'il y aurait continuité de l'État après l'invasion. Du coup, on n'a pas anticipé les destructions, les pillages, le chaos. Tout le monde reconnaît aujourd'hui que c'était une erreur, tout comme la décision de L. Paul Bremer de dissoudre l'armée, ce noyau essentiel des structures étatiques. En ignorant ce problème, les Américains se sont créé des difficultés extraordinaires. Dans les années 60, mon vieux professeur Samuel Huntington expliquait qu'il était nécessaire de créer une bureaucratie avant de se poser la question de la démocratie. En fait, dans le monde d'aujourd'hui, les deux sont beaucoup plus liés qu'il ne le pensait. Paul Bremer a cru pouvoir construire l'État irakien sans élection, mais il a dû céder devant les demandes des chiites car cette construction n'aurait eu aucune légitimité sans élection.

J'étais plus proche des positions de Colin Powell que de celles de Donald Rumsfeld, mais je ne suis pas un ami de Powell. Je suis plus proche de Paul Wolfowitz et de Condoleezza Rice. Powell a fait un travail déplorable au département d'État et il aurait dû davantage expliquer que la Guerre en Irak mettait fin à la série des interventions militaires. Les faucons aimeraient bien contribuer à la chute du régime iranien, mais pas par la guerre : par la propagande ou par tout autre moyen qui stimulerait une révolution démocratique. Je peux toujours être démenti par les faits, mais selon moi, personne, à Washington, ne songe sérieusement à attaquer et envahir l'Iran.

Laurent Murawiec

Ancien conseiller de Lyndon LaRouche et de Jean-Pierre Chevènement, Laurent Murawiec a brusquement changé d'options politiques pour rejoindre la Rand Corporation. Le 10 juillet 2002, il présenta ses travaux devant le Defence Policy Board, à l'invitation de Richard Perle, et préconisa le renversement des Saoud en Arabie et l'anéantissement de l'islam. Il est aujourd'hui chercheur au Hudson Institute de Washington, un think thank dont Richard Perle est administrateur. Il est l'auteur notamment de *La Guerre au XXIe siècle* et de *L'Esprit des nations*.

« Moyen-Orient : les arbres et la forêt »

Source : Le Figaro
Référence : « Moyen-Orient : les arbres et la forêt », par Laurent Murawiec, *Le Figaro*, 9 mars 2005.

2001-2005... Faisons un bilan provisoire de ces quatre années.
Nous avons vu, malgré la menace talibane ou jihadiste, les Afghans et les Irakiens se rendre aux urnes. Dans les territoires palestiniens, c'est la victoire remportée par Ariel Sharon sur la deuxième Intifada et la mort de Yasser Arafat qui a amené au pouvoir Abu Mazen, syndic de faillite ayant pris quelques décisions pragmatiques. En Égypte, le dictateur à vie Moubarak a dû annoncer des propositions certes équivoques et destinées à sauver sa mise, mais qui représentent une ouverture politique. Le régime saoudien a même procédé à l'aimable mascarade d'une pseudo-élection municipale et Khadafi a abandonné son programme d'armes nucléaires même s'il ne s'est pas pour autant rangé des affaires terroristes. Le régime syrien aux abois a pris le risque de s'aliéner son co-parrain, le prince héritier Abdallah d'Arabie saoudite, en faisant assassiner l'ex-légat colonial syrien, l'ex-Premier ministre de nationalité saoudienne Rafic Hariri, ne conservant que son autre parrain, l'Iran. Catastrophique erreur de calcul qui a entraîné une intifada pacifique prometteuse au Liban.
Ces transformations ne sont pas arrivées seules. Ce n'est pas non plus la diplomatie de l'Union européenne attentive aux tyrans, oublieuse des dissidents, ou la diplomatie française si conciliante avec les terroristes. Le syndrome de Stockholm n'a jamais constitué une politique, si ce n'est celle de la capitulation. Comme je le disais il y a deux ans, George W. Bush a révoqué la doctrine stratégique américaine dans la région, la doctrine Eisenhower. Après la bataille d'Afghanistan vint la bataille d'Irak, et viendront d'autres batailles dans la guerre menée contre la terreur arabo-islamique. L'événement auquel nous assistons, c'est, grâce à l'intervention américaine, l'affaiblissement des despotismes et les prodromes d'un réveil de la modération arabe. Pendant ce temps, les diplomates européens et leurs homologues kerryesques misaient toujours sur la pérennité de la "rue arabe", ce peuple manipulé par les pouvoirs en place.
Aujourd'hui, David Ignatius du *Washington Post*, qui raillait autrefois Bush, se réjouit des développements de sa politique et l'ancien allié des Syriens, Walid Joumblatt qui s'était réjoui des attentats du 11 septembre, affirme que l'élection en Irak a été la chute du mur de Berlin du monde arabe. En Europe aussi on se rend compte de ce qui se passe et un journaliste de radio me demandait tout récemment : « Bush a-t-il eu raison et la France tort ? ».
Reste l'Iran aux visées impérialo-islamistes et nucléaires. Reste Ben Laden, son gang et la vaste nébuleuse des assassins islamistes. Restent les équipes fanions de la terreur, et l'immense gâchis causé par des décennies de décisions délétères prises par les élites arabes. Reste aussi, pour la nouvelle modération arabe, à mener à bien son dessein, à passer d'une révolte pacifique à une reconstruction

pluraliste. Reste pour nous à les soutenir efficacement. Rien n'est fini, mais tout commence.

Jane Harman

Avocate engagée pour la défense des droits des femmes et des gays, Jane Harman fut une proche collaboratrice du président Jimmy Carter. Elle s'est spécialisée dans les questions environnementales avant d'être élue députée démocrate de Californie. Actuelle présidente du groupe démocrate à la Commission du renseignement de la chambre des Représentants et membre de la Commission de la sécurité de la patrie, elle est devenue une référence dans son parti en matière de sécurité intérieure et de lutte contre le terrorisme. Elle est l'épouse de Sidney Haman, directeur d'Harman International Industries.

« La route la plus rapide vers la démocratie »

Source : Jerusalem Post
Référence : « The fastest road to democracy », par Jane Harman, *Jerusalem Post*, 9 mars 2005.

La chute du gouvernement pro-syrien au Liban et la récente décision d'Hosni Moubarak de changer le contestable système électoral présidentiel sont des signes du dégel du processus de démocratisation du Proche-Orient. Cette évolution aidera à stabiliser la région, apportera une opportunité aux Palestiniens et de la sécurité à notre allié, Israël. Toutefois, avant de sabrer le champagne, il faut revenir sur les facteurs qui ont permis ce moment unique.
Il ne fait aucun doute que les élections en Irak ont joué un rôle dans le développement de la démocratie dans le monde arabo-musulman. Le crédit revient à George W. Bush et cela a été reconnu par ceux d'entre nous qui avaient critiqué les faux renseignements sur les armes de destruction massive. Mais, plus important encore que le progrès politique à Bagdad, c'est le profond changement dans les relations israélo-palestiniennes qui a débloqué la situation. Ce changement est advenu suite à la mort de Yasser Arafat. Tant qu'il était en vie, le Hamas et le Jihad islamique savaient qu'ils pouvaient agir depuis les territoires palestiniens sans avoir à craindre les conséquences. Aujourd'hui, les Palestiniens se sont tournés vers le pragmatique Mahmoud Abbas.
Aujourd'hui, l'impact de la mort d'Arafat est ressenti en Syrie et en Égypte. Ces deux pays avaient servi à leur population le mythe d'une impossibilité de se réformer tant que la Palestine ne serait pas devenue une démocratie.
Aujourd'hui, ce mythe ne tient plus. Hosni Moubarak l'a compris et a dû lâcher du lest. Bachar El Assad n'a pas eu cette sagesse mais les manifestations au Liban pourrait avoir un effet communicatif à Damas et le contraindre à agir.
C'est pour cela que George W. Bush et Condoleezza Rice doivent accentuer les efforts pour parvenir à une résolution du conflit israélo-palestinien.

Darrell Issa

Darrell Issa est représentant républicain de Californie. Il est membre de la Commission des relations internationales et vice-président de la Sous-commission sur le terrorisme international et la prolifération.

« Liban, la prochaine escale de la démocratie »

Source : San Francisco Chronicles
Référence : « Lebanon, democracy's next stop », par Darrell Issa, *San Francisco Chronicles*, 9 mars 2005.

Alors que les États-Unis continuent de soutenir le développement de la démocratie en Irak et en Afghanistan, nous devons reconnaître que la ligne de front dans la bataille pour la liberté ne se trouve pas seulement là où nous employons nos forces armées. Cette bataille a lieu là où la liberté et la démocratie sont les plus demandées.

Ces deux dernières semaines, des centaines de milliers de Libanais sont descendus dans la rue pour demander un gouvernement démocratique et la fin de la présence syrienne. C'est un événement essentiel qui a déjà conduit à la démission du gouvernement pro-syrien à Beyrouth. Comme les manifestants de la révolution orange ou les populations d'Europe de l'Est contre l'occupation soviétique, les Libanais font front contre la répression et demandent des changements.

Depuis la fin de la Guerre civile, la Syrie occupe le pays, soutient les groupes terroristes et crée la désunion dans le pays. L'explosion qui a tué Rafic Hariri a unifié les chrétiens, les druzes et les sunnites contre la présence syrienne. Les États-Unis et la communauté internationale ont réservé son jugement concernant l'identité des assassins mais au Liban, c'est la Syrie qui est jugée responsable. Cette croyance, qu'elle soit vraie ou fausse, a renforcé la volonté de la population tout en attirant l'attention du monde. La liberté d'expression nécessaire à des élections démocratiques est incompatible avec la présence syrienne au Liban et l'assassinat d'Hariri a envoyé un message clair : la critique de la Syrie n'est pas sûre. Les États-Unis, avec la France, ont demandé un retrait syrien ; ils doivent désormais soutenir le peuple libanais et mettre au point un plan de retrait de la Syrie qui empêchera également le Hezbollah de développer son influence. Nous devons également prévenir la Syrie qu'elle est responsable de la sécurité de l'opposition libanaise.

Walid Phares

« Démocratie au Liban »

Source : Washington Times
Référence : « Democracy in Lebanon », par Walid Phares, *Washington Times*, 9 mars 2005.

Américain d'origine libanaise, Walid Phares est professeur d'études moyen-orientales et analyste sur les questions de terrorisme pour MSNBC. Il est expert du cabinet Benador Associates et bénéficie d'une bourse de la Foundation for the Defense of Democracies, un think-tank créé par l'ex-patron de la CIA James Woolsey. Il préside la World Lebanese Organization qui milite pour la création d'un Liban exclusivement chrétien à côté d'un Israël exclusivement juif.

La révolution actuelle au Liban renforce la démocratie dans le monde arabe. Elle trouve ses racines dans la longue tradition de pluralisme et d'expression démocratique libanaise malgré les guerres passées. Il ne fait pas de doute que le monde arabe ressent le choc provoqué par les élections en Irak et en Afghanistan, qui lui ont redonné espoir. Ces élections ont relancé les projets régionaux de démocratie. La démocratie au Proche-Orient doit suivre sa propre voie mais elle permettra de construire un pont en direction de l'Occident.
Les institutions démocratiques libanaises ont produit des élections démocratiques pendant un demi-siècle, jusqu'à la fin de 1975, qui a vu la victoire du terrorisme, du jihadisme et l'occupation syrienne. Cette démocratie est née grâce à un système éducatif et culturel avancé qui a engendré une société civile riche, une société civile qui existe toujours. Cette société civile demeure le centre de la vie intellectuelle du monde arabe. L'Irak s'oriente vers la démocratie et l'Égypte et l'Arabie saoudite font des petits pas dans cette direction, mais les résistances islamistes demeurent. Le Liban peut fournir les ressources indigènes pour démocratiser la région.
Il peut fournir :

- Des médias arabes sans équivalent dans la région.
- Un centre d'entraînement des futurs cadres du monde arabe démocratique.
- Une relance des économies régionales grâce à ses connections financières.
- Des initiatives économiques régionales en s'appuyant sur sa diaspora riche et influente.
- Un centre de coopération entre les États-Unis, les pays de la Méditerranée orientale et les pays arabes.
- Une base à l'émancipation des femmes.
- Une coopération entre les pays arabes.

Sam Brownback, Richard E. Stearns

Défenseur de l'ordre moral connu pour ses positions en faveur des valeurs familiales chrétiennes, Sam Brownback est sénateur républicain du Kansas, poste où il a succédé à Bob Dole. En novembre 2003, il avait déposé une proposition de résolution du Sénat prévoyant qu'aucun État palestinien ne puisse être reconnu par les États-Unis tant que Jérusalem n'était pas reconnue comme capitale d'Israël par la communauté internationale. Il est co-rédacteur d'une résolution du Sénat états-unien déclarant que les morts au Darfour sont le fruit d'un génocide. Il est président de la Commission états-unienne sur la Sécurité et la Coopération en Europe.

Richard E. Stearns est président du bureau états-unien de l'ONG chrétienne World Vision.

« La guerre oubliée d'Afrique »

Source : Washington Times
Référence : « Africa's forgotten war », par Sam Brownback et Richard E. Stearns *Washington Times*, 9 mars 2005.

Souvent oubliée, une guerre fait rage en Ouganda. Dans le Nord, près de la frontière soudanaise, depuis 1987, un groupe de rebelles connu sous le nom de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), dirigé par Jospeh Kony, s'est spécialisé dans l'enlèvement d'enfants dans les villages. Ils deviennent des soldats ou des esclaves sexuels. Cette organisation aurait enlevé entre 20 0000 et 30 000 enfants et elle est classée par le département d'État comme une organisation terroriste. Selon les rapports d'anciens captifs, la LRA aurait ses camps d'entraînement dans le Sud du Soudan, région où elle aurait aidé l'armée soudanaise. Khartoum ne le nie même plus. L'ONU a récemment publié un rapport sur l'usage des enfants soldats mais malheureusement l'Ouganda n'était pas une des priorités du rapport.
nous sommes allés en Ouganda et nous avons entendu les histoires des victimes. Les parents ne savent plus comment protéger leurs enfants et fuient la région, ne vivant plus que grâce à l'aide internationale. Nous nous réjouissons de voir une augmentation de l'attention porté aux conflits en Afrique, mais nous ne pouvons pas nous féliciter de succès avec le Soudan tant que les conflits générés par son influence ne sont pas terminés.
Les États-Unis doivent demander une résolution condamnant la LRA et exiger que le Soudan mette fin à l'accueil de ce groupe. Le président Museweni doit également développer l'aide aux civils.

Charles Murigande

Charles Murigande est ministre rwandais des Affaires étrangères et de la coopération régionale. Il est secrétaire Général du FPR (front patriotique rwandais).

« Les milices sont une menace pour le Rwanda »

Source : Die Tageszeitung
Référence : « Die Milizen sind eine Bedrohung für Ruanda », par Charles Murigande, *Die Tageszeitung*, 9 février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

L'Union Africaine nous a pour l'instant demandé autant d'informations que possible sur l'organisation des milices Interahamwe et de l'ancienne armée rwandaise au Congo ; leurs forces, leurs armes, leurs emplacements. Nous allons leur donner tout ce que nous savons. Nous sommes pour le désarmement des milices à l'Est du Congo. Tout ce qui compte c'est que ces combattants Hutus soient désarmés. Ces milices sont une menace pour le Rwanda, le régime n'est pas en danger mais la population subit des vols, des pillages et des destructions.

L'armée rwandaise avait réduit ces menaces quand elle était présente au Congo entre 1996 et 2002. Nous les aurions anéantis si nous n'avions pas signé le traité de Lusaka en 1999, le premier traité de paix entre les belligérants au Congo, appliqué en 2001. Les milices sont entretenues par l'armée de Kabila, c'est là qu'est la clé. Les soldats de l'Union Africaine peuvent rester aussi longtemps qu'ils le veulent, ils ne viendront pas à bout de ces forces s'ils ne travaillent pas en collaboration avec le gouvernement congolais. Le Congo soutient moins les milices rwandaises, du moins officiellement. Certains membres du gouvernement s'y opposent. D'autres disent cependant qu'ils ne peuvent pas les laisser tomber car elles ont été là quand ils avaient besoin d'aide.

La MONUC [1] ne sert à rien. Elle dit toujours qu'elle n'a pas de mandat pour une démilitarisation forcée, mais elle a un mandat pour protéger la population congolaise ! Elle pourrait donc être plus active et lutter contre les exactions dans le cadre de son mandat actuel. Je mentirais si je disais que j'ai eu l'impression que l'Allemagne est favorable à une intervention plus active. Kerstin Müller [2] comprend qu'il est indispensable de désarmer ces forces, cependant je crois qu'il manque la volonté de traduire ces paroles en actes. C'est très contradictoire, de ne rien faire tout en nous interdisant par la même occasion d'entreprendre quoi que ce soit.

---

[1] mission de l'ONU au Congo

[2] ministre adjointe aux Affaires étrangères

Protocole d'Uppsala

Ce texte est une proposition de protocole international visant à anticiper la pénurie mondiale de pétrole à venir. Il a été élaboré par Colin J. Campbell et Kjell Aleklett de l'Uppsala Hydrocarbon Depletion Study Group (Université d'Uppsala, Suède).

SACHANT QUE le cours de l'histoire a enregistré un rythme de changement toujours plus important, en conséquence de quoi la demande en énergie a augmenté rapidement durant les 200 ans écoulés depuis le début de la Révolution industrielle ;

SACHANT QUE l'approvisionnement énergétique nécessaire provient essentiellemment du charbon et du pétrole, constitués en quantité limitée dans le passé géologique, de telles ressources étant inévitablement sujettes à raréfaction ;

SACHANT QUE le pétrole fournit 90 % du carburant pour les transports, essentiels au commerce, et joue un rôle critique dans l'agriculture, nécessaire pour nourrir une population en expansion ;

SACHANT QUE le pétrole est réparti inégalement sur la Planète pour des raisons géologiques bien connues, l'essentiel étant concentré dans cinq pays bordant le Golfe persique ;

SACHANT QUE toutes les principales zones productives ont été identifiées à l'aide de technologies de pointe et de connaissances géologiques perfectionnées, étant dorénavant manifeste que la découverte a atteint un pic dans les années 60 ;

SACHANT QUE le pic de découverte mène inévitablement à un pic correspondant durant la première décennie du 21ème siècle, en assumant l'extrapolation des caractéristiques de la production passée et aucun déclin radical de la demande ;

SACHANT QUE l'avènement du déclin de cette ressource critique affecte tous les aspects de la vie moderne, avec les conséquences politiques et géopolitiques que cela implique ;

SACHANT QU'il est impératif de planifier une transition organisée vers le

nouvel environnement, en prenant des mesures anticipées pour réduire le gaspillage d'énergie, stimuler le recours à des substituts énergétiques et étendre la durée de vie du pétrole existant ;

SACHANT QU'il est souhaitable de relever les défis ainsi émergents de manière coopérative, de façon à traiter les problèmes de changement climatiques qui y sont liés, la stabilité économique et financière ainsi que les menaces de conflits pour l'accès aux ressources critiques ;

Il est maintenant proposé

1. De réunir une convention de nations pour considérer le problème dans l'optique de parvenir à un accord sur les objectifs suivants :
a. éviter l'exercice de profit dérivant de la pénurie, de façon à ce que le prix du pétrole reste raisonnablement lié au coût de sa production ;
b. permettre aux pays pauvres de pouvoir payer leurs importations ;
c. éviter de déstabiliser les flux financiers en raison de prix du pétrole trop élevés ; d. encourager les consommateurs à éviter le gâchis ;
e. stimuler le développement des énergies alternatives.

2. Un tel accord devra comporter les provisions suivantes :
a. aucun pays ne devra produire de pétrole au-delà de son Taux de Diminution de Production courant, qui est défini sur la production annuelle en tant que pourcentage de la quantité estimée restant à produire ;
b. chaque pays importateurs devra réduire ses importations pour qu'elles coïncident avec le Taux de Diminution de la Production Mondiale.

3. Des provisions détaillées devront être définies en respect de la définition des catégories de pétrole, des exemptions, des qualifications et procédures scientifiques pour l'estimation des découvertes futures et de la production.

4. Les pays signataires coopèreront pour fournir des informations sur leurs réserves, qui rendront possible un audit technique permettant de déterminer précisément le Taux de Diminution de la Production.

5. Les pays auront le droit de contester l'estimation de leur Taux de Diminution de la Production dans l'éventualité de circonstances modifiées.

Proposé par Colin J. Campbell et Kjell Aleklett
Uppsala Hydrocarbon Depletion Study Group
Université d'Uppsala, Suède

Traduction : Réseau Voltaire

Cliquez ici pour le texte original en langue anglaise.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

DOCUMENT